

Étendre les frontières pour mesurer
la richesse « au-delà » du PIB :
quelle place pour les indicateurs
alternatifs au PIB ?

Ève-Lyne COMTOIS-DINEL¹

Résumé :

La multiplication des constructions d'indicateurs alternatifs dilue la faisabilité d'adoption d'une seule mesure valable, laquelle ne remet de toute manière pas en cause le PIB. De plus, l'objectif de la prise en compte de dimensions qualitatives voulue par les constructeurs d'indicateurs alternatifs au lieu d'une croissance purement quantitative est difficile à diffuser et faire accepter massivement. L'échec des tentatives d'aller « au-delà du PIB » en privilégiant de nouveaux indicateurs tient aussi au fait qu'il n'y ait pas de consensus sur la signification de la qualité de vie, et que la « mesure » des indicateurs rencontre un problème d'incommensurabilité.

¹ Candidate au doctorat au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal et attachée à la TÉLUQ-Télé-Université, à la Chaire de recherche sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir. Ce document publié ici a été présenté dans le cadre de la 8e Université d'été du RéDoc, *Dépasser les frontières*, le 14 juin 2017, à Strasbourg. L'auteure tient à remercier les relecteurs ainsi que la Faculté des Sciences humaines de l'Université du

Introduction

Notre présentation s'intéresse aux problèmes que suscite le vaste débat qui se développe depuis quelques années sur la nécessité de créer d'autres indicateurs de richesse que le PIB, ou encore, des indicateurs d'une autre richesse que la seule richesse marchande ou financière.

Bien que la critique du fétichisme du PIB soit assez ancienne², le débat tel qu'il est mené notamment en France a été mis de l'avant par le livre de Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*³, et par les travaux de Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice⁴. L'idée centrale qui se dégage de ces divers ouvrages est que le PIB, est loin de refléter la vraie richesse d'une société, ou toute la richesse sociale. Le PIB ne serait au fond que le résultat d'une convention sociale, et cette convention pourrait, et même devrait être remplacée par une ou

Québec à Montréal pour son soutien dans le cadre du programme d'aide à la recherche.

² Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete? » in *The Measurement of Economic and Social Performance*, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol. 38, 1973.

³ Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse*, Aubier, 1999.

⁴ Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, collection « Repères », La Découverte, 2007.

plusieurs autres conventions davantage soucieuses du bien-être. En effet, Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice considèrent que « les grands indicateurs statistiques nationaux et internationaux [...] sont des formes de connaissance qui dépendent de conventions politiques et de systèmes de valeur »⁵. Ils constituent donc l'expression d'une vision dominante (politique, économique, statistique) au moment de leur conception et de leur application dans les comptabilités nationales.

Aujourd'hui, on peut dénombrer de multiples tentatives de construction d'indicateurs alternatifs, environnementaux (plus de 400 recensés), sociaux ou autres qui interrogent la conception restreinte de la richesse que le PIB symbolise. Ces différents indicateurs ont fait l'objet d'expérimentations dans de nombreux pays, qui permettent de comparer l'évolution du progrès économique et celle du progrès social, mais ils n'ont jamais été validés par une acceptation généralisée, et restent donc parcellaires.

Bien que les critiques faites au PIB soient formulées depuis longtemps, la plupart des économistes se disent conscients de ses limites, et les médias, les

contextes académique et scientifique et les institutions internationales, comme le G20, l'OCDE, le parlement européen, etc, mettent maintenant l'accent sur la visibilité d'indicateurs alternatifs comme autant d'initiatives crédibles.

Pourtant, s'il existe aujourd'hui un certain nombre d'indicateurs sociaux et environnementaux crédibles, ils ne menacent pas l'indicateur de la production qui mesure la croissance.

Quelle est donc la place des indicateurs alternatifs au PIB, de leur multiplication ? On observe que les choses bougent peu puisqu'aucun indicateur synthétique ne semble à même de remettre en cause la suprématie du PIB. De plus, la multiplication des initiatives dilue la faisabilité de l'adoption de tels indicateurs. Les initiatives se multiplient et, bien qu'elles mettent en évidence l'insuffisance et les limites du PIB, comme tel, elles ne font pas l'unanimité pour déloger celui-ci.

I. La critique du PIB

La critique du mode de comptabilisation de la richesse ne se borne pas à la critique du PIB, mais en vient plus largement à questionner la pertinence des indicateurs de performance, une vision dite « économiciste »⁶ du

⁵ *Ibid.*, p. 6.

⁶ Les travaux menés par le courant de la richesse tentent ainsi de rompre avec « l'imaginaire économiciste » de Roustang et

Perret, 1993, p. 302. C'est la dénonciation d'une forme de domination sans partage de l'économie (Perret et Roustang, 1993, p. 22), associée à une montée de la logique de la

progrès et les dérives d'une économie n'étant pas au service de tous les êtres humains.

Il devient donc tentant de construire des indicateurs qui remédient à toutes ces lacunes du PIB en permettant de concevoir une richesse plus assurée et plus complète que la seule richesse marchande. La critique s'élève donc en insistant sur le caractère réducteur du PIB comme du seul principe de croissance.

i) La légitimation du PIB

Le PIB a bénéficié d'une forme de légitimation scientifique et technique. En tant qu'indicateur-phare de la comptabilité nationale, le PIB prend racine dans la théorie keynésienne. La comptabilité nationale constitue par ailleurs la résultante d'importants investissements théoriques et scientifiques.

De plus, le PIB repose sur une forme de légitimation politique qui puise sa source dans des ambitions

étatiques. Comme le rappelle Dominique Méda, le PIB a été un instrument pour la mise en avant de la puissance des États et une marque de la puissance de ceux-ci⁷. Cette conception de la puissance de l'État prend appui sur une vision productiviste du progrès d'une société, relativement partagée dans ces temps de reconstruction d'après-guerre.

Ainsi, le PIB est né d'une certaine synergie politique, technique et scientifique qui a fait de cet indicateur, l'instrument pivot de la décision de l'État keynésien⁸. Le PIB a donc été l'indicateur retenu pour fournir une illustration des lourds investissements nécessaires à légitimer un indicateur en tant qu'outil de gouvernement.

Aujourd'hui, le PIB sert à mesurer la production en assurant une certaine stabilité et, comme il est utilisé internationalement, il sert à faire des comparaisons internationales⁹, alors qu'aucun

performance totale (Jany-Catrice, 2012), qui se retrouve dès lors au cœur du débat sur la question des indicateurs alternatifs. Dans Roustang, G. « L'imaginaire économiciste et la question du sens », *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2006/2, n° 2, 43 ; Perret, B. et Roustang, G. *L'économie contre la société. Affronter la crise de l'intégration sociale et culturelle*, 1993, Paris, Éditions du Seuil ; Jany-Catrice, F., *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, 2012, Presses universitaires du Septentrion; cités dans Fiona Ottaviani, *Performativité des indicateurs : indicateurs*

alternatifs et transformation des modes de rationalisation, Économies et finances. Université Grenoble Alpes, 2015.

⁷ Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, 1999, Paris, Aubier.

⁸ Jean Gadrey, « Les conventions de richesse au cœur de la comptabilité nationale. Anciennes et nouvelles controverses », in Eymard-Duvernay, F. (dir.), *L'économie des conventions. Méthodes et résultats*, Tome I, Paris, La Découverte, p. 311.

⁹ European Communities, *Beyond GDP. Measuring progress, true wealth and well-*

autre indicateur n'a eu cette légitimité. En bref, il est l'indicateur qui oriente les politiques publiques.

ii) Le PIB n'est pas un indicateur du bien-être, ni de la qualité de vie

Il est admis que le PIB n'est pas une expression de la qualité de vie. Pour cette raison, il a été convenu que le PIB n'est pas un bon critère pour mesurer le bien-être. Ceci est mis en évidence par différents exemples...

Les dommages économiques tels que la pollution de l'air et la destruction de la nature par la croissance économique ne sont pas considérés dans le calcul du PIB. En fait, ces effets négatifs devraient éventuellement en être déduits. Par ailleurs, des éléments positifs comme la garde des enfants à la maison ou d'autres contributions comme le travail domestique des femmes ne sont pas comptabilisés, même s'ils contribuent à la qualité de vie. Aussi, les accidents et les divorces augmentent le PIB puisqu'ils génèrent du travail pour les garagistes et pour les avocats, alors que cela renvoie à des effets sociaux négatifs.

Tous ces exemples montrent, d'un côté, plusieurs éléments positifs qui ne sont pas pris en compte dans

le calcul du PIB, et, d'un autre côté, des événements qui ne contribuent pas au bien-être, mais font malgré tout augmenter le PIB. Ceci a pour résultat que si le PIB est un indicateur incomplet, ce n'est pas une mesure pour calculer la qualité de vie ou le bien-être des habitants d'un pays. On tente quand même de mitiger le problème en créant par exemple des marchés secondaires correspondant aux externalités négatives, comme le marché du carbone. Il semble alors qu'il faut réfléchir à la question de la valorisation des expériences alternatives par des mécanismes de reconnaissance et d'incitation politiques, voire même, et pourquoi pas, se pencher sur les incitatifs économiques déjà existants ?

II. État des lieux

La France a joué un rôle important dans ce dossier en mettant sur pied la fameuse Commission animée par J. Stiglitz, A. Sen et J.-P. Fitoussi. Cette Commission a rendu son rapport en 2009¹⁰. Dans la foulée, l'INSEE et le CESE en France, la Banque mondiale, l'OCDE, sans oublier le travail pionnier plus ancien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avec l'Indice de développement humain, ont élaboré des propositions d'indicateurs de richesse et/ou de

being. In : Conference Proceedings, Luxembourg, 2009.

¹⁰ France Stratégie, « Au-delà du PIB, un tableau de bord pour la France », Rapport de

Vincent Aussilloux, Julia Charrié, Matthieu Jeanneney, David Marguerit et Adélaïde Ploux-Chillès, 2015.

bien-être, considérés soit comme complémentaires, soit comme alternatifs au PIB. Récemment, le parlement français a adopté une loi portant le nom de la députée Eva Sas pour rendre obligatoire la publication annuelle de nouveaux indicateurs, pendant que France Stratégie et le CESE proposaient une liste de dix indicateurs, que sont : le taux d'emploi, les efforts de recherche, l'endettement, l'espérance de vie en bonne santé, la satisfaction dans la vie, les inégalités de revenus, la pauvreté et les conditions de vie, les sorties précoces du système scolaire (décrochage scolaire) et l'empreinte carbone et l'artificialisation des sols. Également, le FAIR participe aux travaux sur les nouveaux indicateurs économiques, toutefois, il a porté un regard critique sur les 10 indicateurs qui sont déjà contestés.

En effet, la position en faveur d'une reconstruction d'indicateurs soutient deux idées contradictoires : ils veulent se débarrasser du PIB pour les plus extrêmes ou aller « au-delà de lui » pour les plus modérés, en proposant de mettre en avant des indicateurs de répartition des revenus dont la somme constitue justement le produit national. Selon Florence Jany-Catrice : « Ces points,

¹¹ Florence Jany-Catrice, entretien dans G. Thiry, A. Gueret, « De nouvelles finalités pour l'économie », repris dans « Les élites devront accepter des ruptures majeures », *Alternatives économiques*, n° 350, octobre 2015, p. 59.

très nettement positifs, sont néanmoins entachés d'ombres. Entre autres, qu'il soit « complémentaire au produit intérieur brut », laissant à celui-ci son statut d'indicateur phare »¹¹.

i) Une réflexion sur la mesure

L'évaluation, chiffrée ou non, fournit toujours une image de la réalité, qui la fait passer, jusqu'à un certain point, de l'inconnu au connu, de l'incertain au certain¹². Les indicateurs constituent des instruments permettant de lutter contre l'incertitude et le manque d'information. Voilà ce qui peut expliquer la démultiplication des indicateurs dans toutes les sphères de l'activité humaine.

Alors que la mesure a moins pour vocation à dire le monde qu'à agir sur lui, c'est-à-dire de « performer » le monde, une mesure totalement arbitraire resterait préférable à l'absence totale de mesure, comme le rappelle ainsi Alain Caillé¹³.

Dès lors, complexifier la mesure (le PIB) pour résorber les biais dus à la mesure elle-même, est-elle une méthode valable ? En citant J-M. Harribey, Alain Caillé précise

¹² Alain Caillé, « Réflexions croisées sur la mesure et l'incertitude », *Revue française de gestion*, no 203, 2010 p. 165.

¹³ *Id.*

que « sous couvert de limiter la place du PIB, on [risque de] produi[re] en fait une forme de PIB démesuré »¹⁴.

De plus, le débat « au-delà du PIB » s'enferme dans une spirale de pièges qu'au final, le discours sur les indicateurs alternatifs dénonce. Alain Caillé souligne que « l'espoir placé dans les indicateurs de richesse alternatifs procède de la certitude ou du pari que ce que l'on perd, ou devrait perdre, en croissance du PIB, puisse être compensé par l'accroissement d'autres formes de richesse »¹⁵, une croissance qualitative se substituant à une croissance quantitative. Le problème, souligne-t-il, est que, même une acception large de la richesse, est aujourd'hui colonisée par l'imaginaire économique.

ii) L'absence d'unité dans les mesures

Un défi majeur dans le débat sur les indicateurs alternatifs relève de la quantification de concepts vagues, ambigus et souvent subjectifs. Le meilleur est celui de l'Indice du Bonheur développé par le Bhoutan. Tandis que la définition du bien-être par les indicateurs sociaux est généralement bien acceptée, la

mesure de tels facteurs rencontre un problème d'incommensurabilité¹⁶.

Une comparaison de différents indicateurs illustre bien le défi de comparer des représentations non-équivalentes. Deux auteurs se sont penchés sur cette question, celle de savoir comment gérer une pluralité de valeurs non-équivalentes, mais légitimes ? Selon ces deux auteurs, un des exemples les plus signifiant est celui de l'Indice du développement humain du Programme des Nations Unis pour le développement (PNUD) qui mesure le PIB, l'éducation et l'espérance de vie. Cet indice rassemble différentes échelles d'analyses (le niveau national du PIB et l'échelle individuelle de l'éducation et de l'espérance de vie), différents domaines descriptifs (économique, social, et la santé) et des représentations de la mesure différentes (activités productives, années d'éducation, et des statistiques sur l'espérance de vie dans une population donnée)¹⁷. En conséquence, l'indicateur qui en résulte ne peut être représenté dans une *unité* de sens. Il représente seulement un concept. Les deux auteurs font aussi remarquer que les indicateurs composites performant

¹⁴ Alain Caillé, « Les indicateurs de richesse alternatifs, une fausse bonne idée ? Réflexions sur les incertitudes de la gestion par le chiffre », *Revue du MAUSS*, 25 octobre 2010, en ligne : <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article720>

¹⁵ Alain Caillé, *Pour un manifeste du convivialisme*, p. 102.

¹⁶ Zora Kovacic et Mario Giampietro, "Beyond "beyond GDP indicators:" The need for reflexivity in science for governance", *Ecological Complexity*, Volume 21, March 2015, p. 53-61.

¹⁷ *Id.*

plus en tant que fonction de représentation au lieu de fournir de l'information, comme tel¹⁸.

Conclusion

Pour conclure, la construction de nouveaux indicateurs n'est donc pas suffisante pour supplanter le PIB, car si, au mieux, ces indicateurs permettent de contester l'imaginaire utilitariste et quantitatif dominant, ils offrent des points de vue, parfois tout à fait utiles, mais toujours partiels.

Il devient à la suite de cette présentation plus utile de se questionner sur la manière dont les États peuvent inciter à modifier le comportement des agents économiques pour combler les externalités négatives que le discours cherchant à trouver d'autres manières de mesurer la richesse.

Il ressort, *a contrario* d'un discours en faveur des indicateurs alternatifs, qu'une « alternative » plus pratique relève de mesures et de dispositifs « économiques » incitatifs déjà en place, comme les crédits d'impôt pour la transition énergétique ou, notamment, la taxe carbone.

Aussi nous voulons souligner de même qu'en conclut Harribey, que « le remplacement d'un PIB désormais déclaré « périmé » par une

fonction d'utilité sociale impossible à définir à cause de la non-transitivité des préférences individuelles à l'échelle collective est une impasse totale »¹⁹. Nous concluons que le débat qui veut remplacer le PIB en allant « au-delà du PIB » est un échec, dû au fait que les experts, en privilégiant la production de meilleurs indicateurs que le PIB, n'ont d'ailleurs pas d'interprétations claires sur la signification de la qualité de vie, en plus du fait que la « mesure » des indicateurs rencontre un problème d'incommensurabilité.

¹⁸ *Id.*

¹⁹ Jean Marie Harribey, « Un indicateur trompeur peut en cacher un(d') autre(s) », 13 octobre 2015.